

ARTICLE XLV

L'article 43 de la Convention devient l'article 47.

ARTICLE XLVI

Le présent Protocole sera ratifié. Il entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suivra l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi, les plénipotentiaires, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole et l'ont revêtu de leur sceau.

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 2002, en double exemplaire, en langues française et néerlandaise, les deux textes faisant également foi.

CONVENTION INSTITUANT
L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions fondamentales*

Article 1^{er}

Il est institué entre le Royaume de Belgique et le grand-duché de Luxembourg une Union économique fondée sur une union douanière et une union accisienne.

Article 2

Les territoires des Hautes Parties Contractantes sont considérés comme ne formant qu'un seul territoire au point de vue de la douane, des accises communes et des taxes y assimilées (à l'exclusion des écotaxes) et des mesures communes destinées à régler les échanges économiques extérieurs.

Article 3

L'application des dispositions de la présente Convention est assurée par les institutions suivantes, chacune d'entre elles agissant dans le cadre de ses attributions :

- un Comité de Ministres,
- une Commission administrative,
- un Conseil des douanes.

CHAPITRE 2. — *Dispositions relatives aux douanes et accises*

Article 4

Les dispositions légales et réglementaires en matière de douanes et d'accises ou de taxes y assimilées (à l'exclusion des écotaxes) sont communes pour l'ensemble de l'Union.

Article 5

Le Comité de Ministres délibère de l'institution, de la modification et de la suppression d'accises communes ou de taxes y assimilées, (à l'exclusion des écotaxes).

Lorsqu'une accise ou une taxe y assimilée (à l'exclusion des écotaxes) est commune, elle fait l'objet de dispositions légales et réglementaires communes.

Article 6

Sous réserve des attributions du Conseil des douanes, chacun des deux gouvernements assure sur son territoire l'administration et la perception en matière de douanes et d'accises, conformément aux lois et règlements de l'union douanière et de l'Union européenne.

Article 7

1. Est considéré comme recette commune, le produit :

- a) des droits à l'importation perçus pour le compte de l'Union européenne, mis à la disposition des Etats membres, en vertu d'une décision de cette union au titre de remboursement des frais de perception;
- des rétributions perçues du chef de prestations spéciales ou des interventions effectuées par les agents des douanes et accises à l'occasion d'opérations douanières;
- du remboursement, par les Communautés européennes, des frais de perception des droits à l'importation versés à ces Communautés au titre des ressources propres;

ARTIKEL XLV

Het artikel 43 van de Overeenkomst wordt het artikel 47.

ARTIKEL XLVI

Het onderhavige protocol zal bekrachtigd worden. Hij zal in voege treden op de eerste dag van de tweede maand die volgt op de uitwisseling van de bekrachtiginginstrumenten.

Ten blijke waarvan de gevolmachtigden, daartoe behoorlijk gemachtigd, dit Protocol hebben ondertekend en van hun zegel hebben voorzien.

Opgemaakt te Brussel, op 18 december 2002, in twee exemplaren, in de Franse en de Nederlandse taal, de twee teksten evenzeer rechtsgeldig.

OVEREENKOMST TOT OPRICHTING
VAN DE BELGISCH-LUXEMBURGSE ECONOMISCHE UNIE

HOOFDSTUK 1. — *Grondbeginselen*

Artikel 1

Tussen het Koninkrijk België en het Groothertogdom Luxemburg wordt een economische unie opgericht, die op een douane-unie en op een accijnsunie is gegrondvest.

Artikel 2

Ten opzichte van de douane, van de gemeenschappelijke accijnzen en de gelijkgestelde belastingen (met uitzondering van de milieutaksen) en van de gemeenschappelijke maatregelen tot regeling van het economische verkeer, met derde landen, worden de grondgebieden van de Hoge Overeenkomstsluitende Partijen als één gebied aangemerkt.

Artikel 3

Voor de toepassing van de bepalingen van deze Overeenkomst zorgen de volgende instellingen, die elk binnen het raam van haar bevoegdheden handelen :

- een Comité van Ministers,
- een Administratieve Commissie,
- een Douaneraad

HOOFDSTUK 2. — *Bepalingen inzake douane en accijnzen*

Artikel 4

De wettelijke en reglementaire bepalingen inzake douane en accijnzen of gelijkgestelde belastingen (met uitzondering van de milieutaksen) zijn gemeenschappelijk voor de ganse Unie.

Artikel 5

Het Comité van Ministers beraadslaagt over het instellen, het wijzigen en het afschaffen van gemeenschappelijke accijnzen of de gelijkgestelde belastingen (met uitzondering van de milieutaksen).

Een accijns of een gelijkgestelde belasting (met uitzondering van de milieutaksen) die gemeenschappelijk is, maakt het voorwerp uit van gemeenschappelijke wettelijke en reglementaire bepalingen.

Artikel 6

Onverminderd de bevoegdheid van de Douaneraad, verzekert elk van beide Regeringen op haar grondgebied de administratie en de heffing inzake douane en accijnzen overeenkomstig de wetten en reglementen van de douane-unie en van de Europese Unie.

Artikel 7

1. Wordt als gemeenschappelijke ontvangst aangemerkt, de opbrengst :

- a) van de voor rekening van de Europese Unie geheven invoerrechten, ter beschikking gesteld aan de lidstaten krachtens een beslissing van deze unie voor terugbetaling van de heffingskosten;
- van de geheven retributies voor bijzondere prestaties of tussenkomsten uitgevoerd door de beampten van de douane en accijnzen naar aanleiding van douaneverrichtingen;
- van de terugbetaling, door de Europese gemeenschappen, van de heffingskosten van de invoerrechten gestort aan deze Gemeenschappen als eigen middelen;

b) des droits d'accises communs et des taxes y assimilées (à l'exclusion des écotaxes);

des rétributions perçues du chef de prestations spéciales ou des interventions effectuées par les agents des douanes et accises à l'occasion d'opérations en rapport avec les produits soumis à un droit d'accises commun et/ou des taxes y assimilées (à l'exclusion des écotaxes);

des intérêts perçus en raison du paiement tardif des droits d'accises communs et/ou des taxes y assimilées (à l'exclusion des écotaxes);

2. Cette recette commune, déduction faite des remboursements, est répartie entre les Hautes Parties Contractantes :

a) en ce qui concerne les recettes visées au § 1^{er}, a), proportionnellement à la population de leurs territoires;

b) en ce qui concerne les recettes visées au § 1^{er}, b), sur la base de la consommation ou de l'utilisation, dans chacun des territoires des Hautes Parties Contractantes, des produits soumis aux droits d'accises communs et aux taxes y assimilées (à l'exclusion des écotaxes);

Aux fins de la répartition de la recette commune selon les prescriptions du § 2, alinéa 1^{er}, a), un recensement de la population est effectué selon les mêmes principes sur tout le territoire de l'Union chaque année dont le millésime finit par 1, durant la période déterminée dans le cadre des Communautés européennes ou, à défaut, par concertation entre les deux pays.

La part revenant à chacune des Hautes Parties Contractantes selon les prescriptions du § 2, b) est fixée annuellement par le Comité de Ministres sur proposition du Conseil des Douanes.

3. Les frais communs d'administration et de perception sont mis à charge des Hautes Parties Contractantes proportionnellement à la part de la recette commune revenant à chacun des partenaires de l'Union.

4. Le Conseil des douanes établit, à la fin de chaque trimestre, un décompte provisoire de la recette commune et des frais communs d'administration et de perception et détermine :

a) d'une part, d'après les modes de répartition visés aux §§ 2 et 3 ci-dessus, la part de la recette commune revenant à chacune des Hautes Parties Contractantes, déduction faite de la part des frais communs d'administration et de perception incombant à chacune d'Elles;

b) d'autre part, le montant des recettes communes effectuées par chacune des Hautes Parties Contractantes, déduction faite des frais communs d'administration et de perception exposés par chacune d'Elles.

5. La Haute Partie Contractante dont les recettes nettes visées au § 4, b) dépassent la part nette visée au § 4, a) verse à l'autre Partie Contractante la différence entre ses recettes nettes et sa part nette.

6. Les dispositions prévues aux §§ 4 et 5 sont appliquées pour le décompte détaillé qui doit être établi immédiatement après la clôture définitive de chaque année ou lorsque les frais communs d'administration réels sont connus.

Article 8

1. Pour l'application de l'article 7 § 3, sont considérés comme frais communs d'administration et de perception :

a) les frais de fonctionnement du Conseil des douanes, ces frais étant avancés par le Gouvernement belge;

b) les frais d'administration et de perception, y compris ceux des administrations centrales, afférents aux droits à l'importation et aux droits d'accises communs ou aux taxes y assimilées (à l'exclusion des écotaxes) sur les produits mis à la consommation.

2. Les dépenses visées au § 1^{er}, b) comprennent :

a) les traitements, y compris les allocations et indemnités, du personnel de l'administration des douanes et accises belge et de l'administration luxembourgeoise des douanes et accises; au cas où le taux des traitements du personnel luxembourgeois serait supérieur à ce-lui du personnel belge, ces frais ne peuvent être mis à charge de la communauté que jusqu'à concurrence de la moyenne annuelle de la dépense pour chaque catégorie d'employés de l'administration belge;

b) van de gemeenschappelijke accijnzen en gelijkgestelde belastingen (met uitzondering van de milieutaksen);

van de geheven retributies voor bijzondere prestaties of tussenkomsten uitgevoerd door de beamten van de douane en accijnzen naar aanleiding van verrichtingen in Verband met de producten onderworpen aan gemeenschappelijke accijnzen en/of gelijkgestelde belastingen (met uitzondering van de milieutaksen);

van de ingevorderde interesten wegens niet tijdige afbetaling van gemeenschappelijke accijnzen en/of gelijkgestelde belastingen (met uitzondering van de milieutaksen).

2. Die gemeenschappelijke ontvangst wordt, na aftrek van de terugbetalingen, tussen de Hoge Overeenkomstsluitende Partijen verdeeld :

a) wat de in § 1, a) bedoelde ontvangsten betreft, naar verhouding van de bevolking van hun grondgebieden;

b) wat de in § 1, b) bedoelde ontvangsten betreft, op grond van het verbruik of het gebruik, in elk grondgebied van de Hoge Overeenkomstsluitende Partijen, van de goederen onderworpen aan de gemeenschappelijk accijnzen en gelijkgestelde belastingen (met uitzondering van de milieutaksen).

Met het oog op de verdeling van de gemeenschappelijke ontvangst volgens de voorschriften van § 2, alinea 1, a) wordt in elk jaar waarvan het jaartal eindigt met 1, in de periode die wordt vastgesteld in het kader van de Europese Gemeenschappen of bij gebreke hiervan door overleg tussen beide landen, volgens dezelfde principes in het ganse gebied van de Unie een volkstelling gehouden.

Het aandeel dat aan elke Hoge Overeenkomstsluitende Partij toekomt volgens de voorschriften van § 2, b) wordt jaarlijks vastgesteld door het Comité Van Ministers, op voorstel van de Douaneraad.

3. De gemeenschappelijke kosten van administratie en van heffing zijn ten laste van de Hoge Overeenkomstsluitende Partijen naar verhouding van het aandeel in de gemeenschappelijke ontvangst dat elk partnerland van de Unie toekomt.

4. Aan het einde van elk kwartaal maakt de Douaneraad een voorlopige verrekening op van de gemeenschappelijke ontvangst en van de gemeenschappelijke kosten van administratie en van heffing en bepaalt :

a) enerzijds, volgens de verdeelsleutels bedoeld in de, hierboven vermelde §§ 2 en 3, het aandeel in de gemeenschappelijke ontvangst dat aan elke Hoge Overeenkomstsluitende Partij toekomt, verminderd met het aandeel in de gemeenschappelijke kosten van administratie en van heffing dat ten laste van elke Partij valt;

b) anderzijds, het bedrag van de gemeenschappelijke ontvangsten verzezenlijkt door elke Hoge Overeenkomstsluitende Partij, verminderd met de gemeenschappelijke kosten van administratie en van heffing door elke Partij betaald.

5. De Hoge Overeenkomstsluitende Partij waarvan de netto ontvangsten bedoeld in § 4, b) het netto aandeel bedoeld in § 4, a) overtreffen, stort het verschil tussen haar netto ontvangsten en haar netto aandeel aan de andere Hoge Overeenkomstsluitende Partij.

6. De bepalingen van §§ 4 en 5 zijn van toepassing voor de gedetailleerde verrekening die onmiddellijk na het definitief afsluiten van elk jaar moet worden opgemaakt of wanneer de reële gemeenschappelijke administratieve kosten gekend zijn.

Artikel 8

1. Voor de toepassing van artikel 7, § 3 worden als gemeenschappelijke kosten van administratie en van heffing aangemerkt :

a) de werkingskosten van de Douaneraad, die door de Belgische Regering worden voorgeschoten;

b) de kosten van administratie en van heffing, met inbegrip van die van de hoofdbesturen, betrekking hebbende op de invoerrechten en op de gemeenschappelijke accijnzen of de daarmee gelijkgestelde belastingen (met uitzondering van de milieutaksen) op goederen bestemd voor het verbruik.

2. De in § 1, b) bedoelde uitgaven omvatten :

a) de wedden, met inbegrip van de toelagen en vergoedingen, van het personeel van de administratie van de Belgische douane en accijnzen en van het personeel van de administratie van de Luxemburgse douane en accijnzen; indien het Luxemburgse personeel van hogere weddeschalen geniet dan het Belgische personeel, dan mogen die kosten slechts ten laste van de gemeenschap komen ten belope van het jaarlijkse gemiddelde van de uitgave voor elke categorie van ambtenaren van de Belgische administratie;

b) une somme forfaitaire de 15 % des traitements du personnel désigné ci-dessus pour la charge résultant des pensions à payer à ce personnel par chacune des Hautes Parties Contractantes;

c) une somme forfaitaire pour la location, l'entretien, l'ameublement, le chauffage et l'éclairage des immeubles ou parties d'immeubles affectés au service de l'administration, pour les fournitures de bureau, pour les frais d'affranchissement de la correspondance échangée entre les agents des douanes et des accises des deux pays pour toutes les affaires qui sont de leur compétence, ainsi que pour l'armement du personnel;

d) les frais d'entretien et de mise en marche des véhicules et embarcations de l'administration des douanes et accises.

Article 9

Les dispositions légales et réglementaires communes actuellement en vigueur dans le domaine des douanes, des accises et des taxes y assimilées communes et du régime des échanges économiques extérieurs, ainsi que les modalités en usage pour la mise en vigueur de celles-ci, restent applicables jusqu'à disposition nouvelle du Comité de Ministres.

Article 10

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à rechercher une position commune en vue de la fixation des taux d'accises harmonisés à l'intérieur de la Communauté européenne. Sans que leur taux ne puisse dépasser le taux minimal harmonisé au niveau de la Communauté européenne, le régime de communauté en matière d'accises est maintenu entre les Hautes Parties Contractantes en ce qui concerne les produits suivants, tant en ce qui concerne les produits fabriqués ou obtenus en Belgique ou au Luxembourg que pour les produits introduits d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou pour les produits importés de pays tiers :

1° les bières telles que définies à l'article 4 de la loi belge du 7 janvier 1998 concernant la structure et les taux des droits d'accises sur l'alcool et les boissons alcoolisées;

2° les vins tels que définis à l'article 9 de la même loi;

3° les boissons fermentées autres que le vin ou la bière (autres boissons fermentées) telles que définies à l'article 11 de la même loi;

4° les produits intermédiaires tels que définis à l'article 14 de la même loi;

5° l'alcool éthylique et les boissons spiritueuses tels que définis à l'article 16 de la même loi;

6° l'essence avec plomb, l'essence sans plomb, le pétrole lampant utilisé comme carburant, le pétrole lampant utilisé pour des usages industriels et commerciaux, le gasoil utilisé comme carburant, le gasoil utilisé pour des usages industriels et commerciaux, le fuel domestiqué, le fuel lourd de toute espèce ainsi que les gaz de pétrole liquéfiés et le méthane destinés à des usages industriels et commerciaux, tels que définis à l'article 7 de la loi belge du 22 octobre 1997 relative à la structure et aux taux des droits d'accises sur les huiles minérales;

7° les tabacs manufacturés tels que définis aux articles 4 (cigares et cigarillos), 5 (cigarettes), 6 (tabac à fumer), 7 (tabac à fumer fine coupe destiné à rouler les cigarettes), 8 (cigares, cigarillos, cigarettes et tabacs à fumer assimilés) de la loi belge du 3 avril 1997 relative au régime fiscal des tabacs manufacturés.

Article 11

Chaque gouvernement de l'Union est responsable de toutes les sommes non perçues, égarées ou soustraites sur son territoire, même si la perte est due à un accident, une négligence ou un fait délictueux.

Exceptionnellement, le Conseil des douanes peut, pour des raisons d'équité, mettre ces pertes à charge de la communauté, s'il constate que toutes les mesures propres à les éviter avaient été décrétées et exécutées par le gouvernement responsable.

Article 12

1. Chaque Etat de l'Union recrute exclusivement parmi ses ressortissants le personnel de l'administration des douanes et accises.

2. Le personnel de l'administration luxembourgeoise des douanes et accises adopte l'uniforme, la cocarde exceptée, ainsi que l'équipement et les armes du personnel de l'administration des douanes et accises belge.

Article 13

1. La classification hiérarchique des grades établis en Belgique pour l'administration des douanes et accises est adoptée pour l'administration luxembourgeoise des douanes et accises.

b) een forfaitair bedrag, vastgesteld op 15 % van de wedden van het hiervoren aangeduide personeel voor de last van de pensioenen die elk van de Hoge Overeenkomstsluitende Partijen aan dat personeel moet uitkeren;

c) een forfaitair bedrag voorhuur, onderhoud, meubilering, verwarming en verlichting van de door de administratie gebruikte gebouwen of gedeelten van gebouwen, voor de kantoorbenodigdheden, voor de frankeringkosten van de briefwisseling tussen de beambten van douane en accijnzen van de twee landen over al de aangelegenheden die onder hun bevoegdheid vallen, evenals voor de bewapening van het personeel;

d) de kosten van onderhoud en gebruik van de, voertuigen en vaartuigen van de administratie van douane en accijnzen.

Artikel 9

De gemeenschappelijke wettelijke en reglementaire bepalingen, welke thans van kracht zijn op het vlak van de douane, van de gemeenschappelijke accijnzen en gelijkgestelde belastingen en van het economische verkeer met derde landen, alsmede de gebruikelijke modaliteiten van tenuitvoerlegging blijven van toepassing tot nader besluit van het Comité van Ministers.

Artikel 10

De Hoge Overeenkomstsluitende Partijen verbinden er zich toe om een gemeenschappelijk standpunt na te streven met het oog op het vastleggen van de geharmoniseerde accijnstarieven binnen de Europese Gemeenschap. Zonder dat het betreffende tarief het geharmoniseerde minimumtarief vastgelegd op het niveau van de Europese Gemeenschap kan overstijgen, het gemeenschappelijke stelsel inzake accijnzen wordt tussen de Hoge Overeenkomstsluitende Partijen gehandhaafd voor de volgende producten, zowel wat betreft, de goederen dewelke in België of in Luxemburg zijn vervaardigd of verkregen, als wat betreft de producten binnengebracht uit een andere lid-Staat van de Europese Unie of producten ingevoerd uit een derde land :

1° de bieren, zoals omschreven in artikel 4 van de Belgische wet van 7 januari 1998, betreffende de structuur en de accijnstarieven op alcohol en alcoholhoudende dranken;

2° de wijnen, zoals omschreven in artikel 9 van dezelfde wet;

3° de gegiste dranken, andere dan wijn of bier (andere gegiste dranken), zoals omschreven in artikel 11 van dezelfde wet;

4° tussenproducten zoals omschreven in artikel 14 van dezelfde wet;

5° ethylalcohol en geestrijke dranken zoals omschreven in artikel 16 van dezelfde wet;

6° gelode benzine, ongelode benzine, kerosine gebruikt als motorbrandstof, kerosine bestemd voor ' industriële en commerciële toepassingen, gasolie gebruikt als motorbrandstof, gasolie bestemd voor industriële en commerciële toepassingen, huisbrandolie, alle soorten zware stookolie alsook vloeibaar petroleumgas en methaan bestemd voor industriële en commerciële toepassingen, zoals omschreven in artikel 7 van de Belgische wet van 22 oktober 1997, betreffende de structuur en de accijnstarieven inzake minerale olie;

7° tabaksfabrikaten zoals omschreven in artikelen 4 (sigaren en cigarillo's), 5 (sigaretten), 6 (rooktabak), 7 (rooktabak van fijne snede voor het rollen van sigaretten), 8 (gelijkgestelde sigaren, cigarillo's, sigaretten en rooktabak) van de Belgische wet van 3 april 1997 betreffende het fiscaal stelsel van gefabriceerde tabak.

Artikel 11

Elke regering van de Unie is verantwoordelijk voor alle op haar grondgebied niet-geïnde, teloorgegangene of ontvreemde bedragen, ook indien het verlies te wijten is aan toeval, nalatigheid of misdrijf.

Bij wijze van uitzondering kan de Douaneraad billijkheidshalve die verliezen ten laste van de gemeenschap brengen wanneer hij vaststelt dat de verantwoordelijke regering alle passende maatregelen om ze te vermijden had afgekondigd en uitgevoerd.

Artikel 12

1. Elke staat van de Unie werft het personeel van de Administratie der douane en accijnzen uitsluitend onder zijn onderdanen aan.

2. Het personeel van de Luxemburgse Administratie der douane en accijnzen neemt het uniform, de kokarde uitgezonderd, alsook de uitrusting en de bewapening over van het personeel van de Belgische Administratie der douane en accijnzen.

Artikel 13

1. De voor de Belgische Administratie der douane en accijnzen geldende hiërarchische rangschikking der graden, wordt aangenomen voor de Luxemburgse Administratie der douane en accijnzen.

2. Le personnel luxembourgeois est rémunéré suivant les barèmes des traitements, allocations et indemnités, prévus en Belgique, sans que ces rémunérations puissent être inférieures à celles que toucheraient au Luxembourg les agents de même rang.

Article 14

1. Le Comité de Ministres fixe, au regard de l'Union, le statut du directeur général des douanes et accises de Belgique et du directeur général des douanes et accises luxembourgeoises.

2. Les agents des douanes et des accises des deux pays sont autorisés à correspondre directement entre eux pour toutes les affaires qui sont de leur compétence.

Article 15

1. Le Conseil des douanes est composé de trois membres qui sont : le directeur général de l'administration belge des douanes et accises, président, le directeur général de l'administration luxembourgeoise, des douanes et accises et un membre nommé par le Gouvernement belge parmi les fonctionnaires de l'administration belge des douanes et accises ayant le grade d'auditeur général des finances.

2. Le Conseil est assisté par deux experts en matière d'accises désignés par ledit Conseil parmi les fonctionnaires de l'administration belge des douanes et accises. Ces experts n'interviennent pas dans les décisions du Conseil.

3. Les délibérations du Conseil des douanes sont acquises à l'unanimité. En cas de désaccord entre les membres, la question est soumise au Comité de Ministres.

Article 16

1. Le Conseil des douanes a la mission d'assurer l'unité dans l'administration de l'Union en matière de douanes et d'accises communes ainsi que de taxes y assimilées (à l'exclusion des écotaxes) et de gérer la recette commune de l'Union.

2. Il exerce en outre les attributions suivantes :

a) il prépare le, projet des dispositions légales et réglementaires communes en matière de douanes et d'accises;

b) il donne son avis motivé :

— sur les changements à l'organisation et notamment sur toute proposition tendant, soit à augmenter ou à réduire le personnel, soit à créer, supprimer ou déplacer des bureaux de perception. Si l'avis est négatif, les dépenses occasionnées ne sont portées aux décomptes de la communauté qu'après accord du Comité de Ministres. Si cet accord n'est pas obtenu, la mesure peut être décrétée aux frais exclusifs du gouvernement qui l'ordonne;

— sur les réductions, restitutions ou remises de droits communs, qui ne sont pas une application pure et simple d'une disposition légale;

— sur toutes les questions en matière de douanes et d'accises que les gouvernements ou le Comité de Ministres lui soumettent;

c) il examine les questions d'application et d'interprétation des lois, tarifs et règlements en matière de douanes et d'accises ou de taxes y assimilées (à l'exclusion des écotaxes) communes. Son avis motivé est transmis aux administrations respectives qui prennent les décisions opportunes;

d) il a le droit de prendre tous les renseignements utiles à sa tâche et de se faire produire par les administrations des deux Hautes Parties Contractantes toutes les pièces qu'il juge nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions;

e) il peut autoriser des agents des administrations des deux Hautes Parties Contractantes à effectuer ensemble des tournées d'inspection dans le territoire de l'Union.

CHAPITRE 3. — *Séjour, établissement et exercice des professions*

Article 17

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouissent sur le territoire de l'autre Partie Contractante du traitement accordé aux nationaux en ce qui concerne la circulation et le séjour, sous réserve des restrictions déterminées par le Comité de Ministres dans l'intérêt de l'ordre public, de la sécurité, de la santé publique et des bonnes mœurs.

2. Het Luxemburgse personeel wordt bezoldigd volgens de schalen voor wedden, toelagen en vergoedingen die in België gelden, zonder dat die bezoldigingen minder mogen bedragen dan hetgeen ambtenaren en beambten van dezelfde rang in het Groothertogdom Luxemburg zouden ontvangen.

Artikel 14

1. Het Comité van Ministers stelt, met betrekking tot de Unie, het statuut vast van de Belgische directeur-generaal der douane en accijnzen en van de Luxemburgse directeur-generaal der douane en accijnzen.

2. De ambtenaren en beambten der douane en accijnzen van beide landen mogen rechtstreeks met elkaar corresponderen voor alle aangelegenheden die tot hun bevoegdheid behoren.

Artikel 15

1. De Douaneraad bestaat uit drie leden, te weten : de directeur-generaal van de Belgische Administratie der douane en accijnzen, voorzitter, de directeur-generaal van de Luxemburgse Administratie der douane en accijnzen, en een lid dat door de Belgische Regering wordt benoemd onder de ambtenaren van de Belgische administratie der douane en accijnzen met de graad van auditeur-generaal van financiën.

2. De Raad wordt bijgestaan door twee deskundigen inzake accijnzen, aangeduid door de Raad uit het personeel van de Belgische administratie der douane en accijnzen. Deze deskundigen komen niet tussen in de beslissingen van de Raad.

3. De besluiten van de Douaneraad worden met eenparigheid van stemmen aangenomen. Zijn de leden het niet eens, dan wordt het probleem voorgelegd aan het Comité van Ministers.

Artikel 16

1. De Douaneraad heeft tot taak het verzekeren van eenheid in de administratie van de Unie wat betreft de douane, gemeenschappelijke accijnzen en de hiermee gelijkgestelde belastingen (met uitzondering van de milieutaksen) en het beheren van de gemeenschappelijke ontvangst van de Unie.

2. Voorts heeft hij de volgende bevoegdheden :

a) hij bereidt het ontwerp voor van de gemeenschappelijke wettelijke en reglementaire bepalingen inzake douane en accijnzen;

b) hij brengt een gemotiveerd advies uit :

— over de veranderingen aan de organisatie en inzonderheid over elk voorstel tot "uitbreiding of inkrimping van het personeel, dan wel tot oprichting, afschaffing of verplaatsing van inningkantoren. Bij negatief advies worden de veroorzaakte kosten alleen in de verrekningen van de gemeenschap gebracht na akkoord van het Comité van Ministers. Bij ontstentenis van dit akkoord, kan de maatregel wel worden genomen, doch uitsluitend op kosten van de regering die hem voorschrijft;

— over de verminderingen, teruggaven of kwijtscheldingen van gemeenschappelijke rechten, die niet steunen op de eenvoudige toepassing van een wettelijk voorschrift;

— over alle vraagstukken inzake douane en accijnzen die hem door de regering of door het Comité van Ministers worden voorgelegd;

c) hij onderzoekt de vragen in verband met de toepassing en de interpretatie van de wetten, tarieven en reglementen inzake douane en gemeenschappelijke accijnzen of hiermee gelijkgestelde belastingen (met uitzondering van de milieutaksen). Zijn gemotiveerd advies wordt overgemaakt aan de respectievelijke administraties die de passende beslissingen nemen;

d) hij mag alle inlichtingen inwinnen die nuttig zijn voor zijn taak en hij mag zich door de administraties van de twee Hoge Overeenkomst-sluitende Partijen alle stukken doen voorleggen die hij nodig acht voor het vervullen van zijn opdracht;

e) hij mag ambtenaren van de administraties van de twee Hoge Overeenkomst-sluitende Partijen ertoe machtigen samen inspectiereizen te ondernemen op het grondgebied van de Unie.

HOOFDSTUK 3. — *Verblijf, vestiging en beroepsuitoefening*

Artikel 17

Behoudens de beperkingen die door het Comité van Ministers in het belang van de openbare orde, van de veiligheid, van de volksgezondheid en van de goede zeden worden opgelegd, genieten de onderdanen van elk van de Hoge Overeenkomst-sluitende Partijen op het grondgebied van de andere Hoge Overeenkomst-sluitende Partij, op het vlak van verkeer en verblijf, dezelfde behandeling als de eigen onderdanen.

Article 18

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes bénéficient sur le territoire de l'autre Partie Contractante du traitement accordé aux nationaux en ce qui concerne la jouissance des droits civils ainsi que la protection légale et judiciaire de leur personne, de leurs droits et de leurs intérêts.

Article 19

1. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes sont soumis sur le territoire de l'autre Partie Contractante au même traitement que les nationaux en ce qui concerne l'accès à des activités économiques indépendantes ou l'exercice de celles-ci.

2. Afin d'assurer en fait l'égalité de traitement prévue au § 1^{er}, les gouvernements déterminent en cas de besoin et de commun accord les conditions et formalités à remplir par les ressortissants de chacun des deux pays pour exercer dans l'autre pays une activité économique indépendante, pour autant que l'accès ou l'exercice y soit réglementé. Ils fixent notamment les règles valables pour la reconnaissance des titres professionnels requis. Ces conditions et formalités peuvent déroger aux réglementations nationales.

3. Les ressortissants de l'une des Hautes Parties Contractantes, établis sur le territoire de l'autre Partie Contractante, sont, s'ils le désirent, assimilés aux ressortissants de celle-ci pour l'application du § 2.

Article 20

1. Les dispositions des articles 18 et 19 sont applicables aux sociétés constituées en conformité de la législation d'une des Hautes Parties Contractantes et ayant leur principal établissement sur le territoire de celle-ci, qu'elles agissent soit directement, soit par l'intermédiaire de succursales ou d'agences.

2. Par sociétés, au sens du présent article, on entend les sociétés privées de droit civil ou commercial, y compris les sociétés coopératives. Toutefois, les personnes morales relevant du droit privé qui ne poursuivent pas de but lucratif ne sont considérées comme sociétés qu'en ce qui concerne leur activité dans le secteur des banques, des assurances, de la capitalisation et des prêts hypothécaires. Sont aussi considérées comme sociétés, les associations agricoles et viticoles luxembourgeoises.

3. Lorsque pour la jouissance et l'exercice des droits découlant de la présente Convention, un type de société d'une Haute Partie Contractante ne peut trouver son équivalent dans la législation de l'autre Partie Contractante, les gouvernements déterminent de commun accord à quel type il peut être assimilé.

Article 21

Le traitement dont bénéficient les agents commerciaux indépendants en vertu de l'article 19 est également accordé aux représentants de commerce salariés, belges ou luxembourgeois, lorsqu'ils représentent des nationaux ou des sociétés de l'une des Hautes Parties Contractantes exerçant une activité lucrative dans le territoire de ladite Partie Contractante.

Article 22

Pour la participation aux marchés de fournitures, de travaux et de services offerts par les administrations publiques ainsi que par les administrations et établissements contrôlés par les pouvoirs publics, les ressortissants de l'une des Hautes Parties Contractantes sont soumis par l'autre Partie Contractante aux mêmes conditions que les ressortissants de celle-ci; ils jouissent des mêmes droits, avantages et facilités, sans aucune différence de droit ou de fait.

Article 23

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties Contractantes qui s'établissent, résident temporairement dans le territoire de l'autre Partie Contractante ou empruntent le territoire de celle-ci, ses installations de transport par terre, par eau ou par air, ne peuvent y être soumis, soit en raison du produit de leur agriculture, de leur commerce, de leur industrie, de leurs capitaux ou de leur travail, soit à raison des opérations agricoles, commerciales, industrielles, financières, les occupations et professions qu'ils y exercent, soit à raison du transport de leurs marchandises, de leur personne et de leurs biens, à des modes de

Artikel 18

Wat betreft het genot van de burgerrechten, de wettelijke en gerechtelijke bescherming van hun persoon, hun rechten en hun belangen genieten de onderdanen van elk der Hoge Overeenkomstsluitende Partijen op het grondgebied van de andere Hoge Overeenkomstsluitende Partij dezelfde behandeling als de eigen onderdanen.

Artikel 19

1. De onderdanen van elk van de Hoge Overeenkomstsluitende Partijen zijn op het grondgebied van de andere Hoge Overeenkomstsluitende Partij aan dezelfde behandeling onderworpen als de eigen onderdanen voor wat betreft de toelating van het uitoefenen van zelfstandige economische activiteiten.

2. Teneinde een werkelijke gelijkheid van behandeling, zoals in § 1 is omschreven, te waarborgen, stellen de regeringen zo nodig en in gezamenlijk overleg de voorwaarden en formaliteiten vast waaraan dient te worden voldaan door de onderdanen van elk van beide landen met het oog op het uitoefenen van een zelfstandige economische activiteit in het andere land, voorzover de toelating daartoe of de uitoefening daarvan eraan een reglementering is onderworpen. Met name bepalen zij de voorschriften die gelden voor de erkenning van de vereiste beroepskwalificaties. Die voorwaarden en formaliteiten kunnen afwijken van de reglementeringen in het eigen land.

3. De onderdanen van één van de Hoge Overeenkomstsluitende Partijen, die op het grondgebied van de andere Hoge Overeenkomstsluitende Partij gevestigd zijn, worden, indien zij dit wensen, met de onderdanen van deze Partij gelijkgesteld voor de toepassing van § 2.

Artikel 20

1. De bepalingen van de artikelen 18 en 19 zijn van toepassing op de vennootschappen die overeenkomstig de wetgeving van één van de Hoge Overeenkomstsluitende Partijen zijn opgericht en waarvan de voornaamste vestiging zich op het grondgebied hiervan bevindt, onverschillig of zij rechtstreeks ofwel door middel van filialen of agentschappen handelen.

2. In de zin van dit artikel verstaat men onder vennootschappen de privé-vennootschappen naar burgerlijk recht of naar handelsrecht, met inbegrip van de coöperatieve vennootschappen. De rechtspersonen daarentegen die onderworpen zijn aan het privaatrecht en geen winst oogmerk nastreven, worden slechts als vennootschappen beschouwd voor zover hun activiteit zich uitstrekt tot het bankwezen, het verzekeringswezen, de kapitaalvorming en, de hypotheecaire lening. De Luxemburgse land- en wijnbouwverenigingen worden eveneens als vennootschappen beschouwd.

3. Indien, met het oog op het genot en het uitoefenen van de rechten die uit deze Overeenkomst voortvloeien, voor een type van vennootschap van één der Hoge Overeenkomstsluitende Partijen geen gelijkwaardig type te vinden is in de wetgeving der andere Overeenkomstsluitende Partij, bepalen de regeringen in gemeen overleg met welk type de vennootschap kan worden gelijkgesteld.

Artikel 21

De behandeling die de zelfstandige handelsagenten krachtens artikel 19 genieten, wordt eveneens toegekend aan de loontrekkende Belgische of Luxemburgse handelsvertegenwoordigers voorzover zij optreden als vertegenwoordigers van onderdanen of van vennootschappen van één der Hoge Overeenkomstsluitende Partijen die op het grondgebied der genoemde Overeenkomstsluitende Partij een op winst gerichte activiteit uitoefenen.

Artikel 22

Wat de deelneming aan de aanbestedingen voor levering van goederen, werken en dienstverleningen betreft, uitgaande van openbare besturen, evenals van administraties en instellingen door de openbare macht beheerd, worden de onderdanen van één der Hoge Overeenkomstsluitende Partijen door de andere Overeenkomstsluitende Partij aan dezelfde voorwaarden onderworpen als de onderdanen van deze laatste; zij genieten dezelfde rechten, voordelen en faciliteiten zonder enig onderscheid in feite of in rechte.

Artikel 23

De onderdanen van één der Hoge Overeenkomstsluitende Partijen die zich vestigen of die tijdelijk verblijven op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij, of die gebruik maken van haar grondgebied, van haar installaties voor land-, water- of luchtvervoer, mogen er, hetzij wegens de opbrengst van hun landbouw, van hun handel, van hun industrie, van hun kapitalen of van hun arbeid, hetzij wegens verrichtingen op het gebied van de landbouw, de handel, de industrie of de financiën, wegens de bezigheden en de beroepen die zij er uitoefenen, hetzij wegens het vervoer van hun koopwaren, van hun

perception ou de circulation ni à des droits, taxes, tarifs, impôts ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres que ceux qui seront appliqués aux nationaux; les privilèges, immunités ou faveurs quelconques, dont jouiraient, en matière de commerce ou d'industrie, les ressortissants de l'une des Parties, sont communs à ceux de l'autre.

CHAPITRE 4. — *Dispositions économiques*

Article 24

1. En vue de favoriser le bon fonctionnement de l'Union instituée par la présente Convention, les Hautes Parties Contractantes :

— poursuivent, en étroite consultation mutuelle, une politique coordonnée en matière économique, financière et sociale et en matière de prix;

— tendent au rapprochement des dispositions légales, réglementaires et administratives qui ont une incidence directe sur le fonctionnement de l'Union;

— veillent en commun à ce qu'aucune disposition légale, réglementaire ou administrative n'entrave indûment les échanges commerciaux entre les deux pays;

— s'efforcent d'éliminer les disparités entre les dispositions légales, réglementaires et administratives pouvant fausser les conditions de concurrence sur les marchés des deux pays;

— se prêtent mutuellement un concours destiné à assurer l'efficacité des mesures de politique économique prises dans chacun des deux pays notamment relatives aux nouveaux domaines de développement économique tels que la politique de la concurrence, et la surveillance du marché en ce qui concerne le crédit à la consommation, la protection et la sécurité du consommateur, et la réglementation commerciale. Cette coopération implique une assistance mutuelle administrative;

— poursuivent une politique coordonnée en matière de qualité des produits et des services sur le plan de l'accréditation et de la certification, ainsi que des mécanismes de contrôle et de conformité.

2. Les gouvernements des Hautes Parties Contractantes prennent au sein du Comité de Ministres les mesures nécessaires pour assurer l'application des dispositions qui précèdent.

Article 25

Pour l'approvisionnement en combustibles, en énergie et en matières premières, les deux pays doivent être placés sur le pied d'une parfaite égalité.

Article 26

Les gouvernements des Hautes Parties Contractantes prennent les mesures nécessaires pour éliminer, dans l'application des législations relatives à l'impôt sur le chiffre d'affaires, la taxe sur la valeur ajoutée ou des impôts analogues, les entraves à la libre circulation des marchandises et des services, les atteintes au jeu normal de la concurrence et les effets du cumul de taxes entre les deux pays.

Article 27

Les Hautes Parties Contractantes adopteront des dispositions légales uniformes en ce qui concerne le commerce des vins et la protection des appellations contrôlées.

En attendant la mise en vigueur de ces dispositions, les autorités des deux pays coopèrent en vue d'assurer une répression effective des infractions commises contre les législations existant en la matière.

Article 28

1. Les gouvernements des Hautes Parties Contractantes concertent, dans le cadre du Comité de Ministres, leur politique en matière de transport modal et inter modal, en vue de faciliter la circulation entre les deux pays et d'assurer dans le domaine des transports terrestres, aériens et maritimes, l'égalité de traitement aux ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes, dans la mesure où cette égalité ne résulte pas, de plein droit, des dispositions de la présente Convention.

2. Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à favoriser le développement harmonieux de leurs relations dans le domaine de la politique des transports, notamment en promouvant une consultation et une coopération actives entre les autorités respectivement compétentes.

3. Le grand-duché de Luxembourg est assuré de trouver, par les ports belges, un libre accès aux transports maritimes, dans les conditions applicables aux entreprises de transport et aux ressortissants belges.

persoon en van hun goederen, niet onderworpen worden aan andere wijzen van heffingen of van verkeer, noch aan andere rechten, taksen, tarieven, belastingen of octrooirechten, onder welke benaming dan ook, dan die welke op de eigen onderdanen worden toegepast; de voorrechten, immuniteten of gunsten die de onderdanen van één der Partijen op het gebied van de handel of de nijverheid zouden genieten zullen ook voor de onderdanen van de andere Partij gelden.

HOOFDSTUK 4. — *Economische bepalingen*

Artikel 24

1. Teneinde de goede werking van de door deze Overeenkomst opgerichte Unie te bevorderen :

— streven de Hoge Overeenkomstsluitende Partijen, in nauw gezamenlijk overleg, een gecoördineerd beleid na op economisch, financieel en sociaal gebied en op het vlak van de prijzen;

— beogen zij de wettelijke, reglementaire en administratieve bepalingen, welke rechtstreeks van invloed zijn op de werking van de Unie, nader tot elkaar te brengen;

— waken zij er gezamenlijk over dat geen enkele wettelijke, reglementaire of administratieve bepaling het handelsverkeer tussen beide landen op ongeoorloofde wijze belemmert;

— spannen zij zich in om ongelijkheden tussen de wettelijke, reglementaire en administratieve bepalingen die de mededingingsvoorwaarden, in de handel van beide landen kunnen vervalsen, op te heffen;

— verlenen zij elkaar hun medewerking teneinde de doeltreffendheid te verzekeren van de maatregelen inzake economische beleid die in elk van beide landen worden genomen en die meer bepaald betrekking hebben op de nieuwe domeinen van economische ontwikkeling, zoals het mededingingsbeleid, het bewaken van de markt van het consumentenkrediet, de bescherming en 'de veiligheid van de verbruiker en de handelsreglementering : Deze samenwerking houdt een wederzijdse administratieve bijstand in;

— voeren zij een gecoördineerd beleid voor wat betreft de kwaliteit van producten en dienstverlening zowel op het vlak van de waarborgen en de echtverklaringen, als op het vlak van controle- en conformiteitstelsels.

2. In het Comité van Ministers nemen de regeringen van de Hoge Overeenkomstsluitende Partijen de maatregelen die noodzakelijk zijn voor de toepassing van de voorafgaande bepalingen.

Artikel 25

Voor de bevoorrading in brandstoffen, energie en grondstoffen, moeten beide landen op voet van volkomen gelijkheid worden gesteld.

Artikel 26

De regeringen van de Hoge Overeenkomstsluitende Partijen nemen de nodige maatregelen om; bij de toepassing van de wetgevingen inzake omzetbelasting, belasting op de toegevoegde waarde of gelijksoortige belastingen, belemmering van het vrije verkeer van goederen en diensten, verstoring van de normale mededingingsvoorwaarden en cumulatieve werking van taksen tussen beide landen, uit te schakelen.

Artikel 27

De Hoge Overeenkomstsluitende Partijen zullen uniforme wettelijke bepalingen aanvaarden met betrekking tot de handel in wijn en de bescherming van de gecontroleerde benamingen.

In afwachting dat die bepalingen van kracht worden, werken de autoriteiten van beide landen samen voor een doeltreffende bestrijding van de inbreuken op de terzake geldende wetgevingen.

Artikel 28

1. De regeringen van de Hoge Overeenkomstsluitende Partijen bespreken, in het kader van het Comité van Ministers, hun beleid op het vlak van modaal en intermodaal vervoer, teneinde het verkeer tussen de twee landen te vergemakkelijken en de gelijke behandeling aan onderdanen van elk van de Hoge Overeenkomstsluitende Partijen te verzekeren op het vlak van vervoer over land, in de lucht en over water, voorzover deze gelijkheid niet van rechtswege voortspuit uit de bepalingen van deze Overeenkomst.

2. De Hoge Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich ertoe de harmonische ontwikkeling van hun betrekkingen op, het gebied van het vervoerbeleid in de hand te werken, met name door een actieve consultatie en samenwerking tussen de respectievelijke autoriteiten te bewerkstelligen.

3. Onder de voorwaarden die van toepassing zijn op de Belgische transportondernemingen en op de Belgische onderdanen, heeft het Groothertogdom Luxemburg de verzekering langs de Belgische havens vrije toegang tot het maritiem transport te vinden.

Article 29

1. Chacune des Hautes Parties Contractantes se réserve le droit de prononcer les prohibitions de circulation qui sont justifiées par des raisons de moralité publique, d'ordre public, de sécurité publique, de protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou de préservation des végétaux, de protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique ou de protection de la propriété industrielle et commerciale. Toutefois, ces interdictions ou restrictions ne doivent constituer ni un moyen de discrimination arbitraire ni une restriction déguisée dans le commerce.

2. Les autorisations et permis de transport de matières dangereuses, telles que les explosifs, délivrés par les autorités compétentes de Belgique sont valables pour le Luxembourg et réciproquement.

CHAPITRE 5. — Relations économiques

Article 30

Les Hautes Parties Contractantes se concertent pour la défense des intérêts de l'Union dans les relations avec les Etats tiers et au sein des organisations internationales à caractère économique dont Elles sont membres. A cette fin, Elles s'efforceront dans toute la mesure du possible d'arriver à une position commune.

Article 31

1. Les traités et accords afférents à la défense des intérêts économiques, notamment les accords concernant l'encouragement et la protection réciproque des investissements, les accords sur les produits de base et les accords maritimes, conclus entre l'Union et les Etats tiers et qui ne tombent pas dans le champ d'application des accords internationaux déjà conclus par les Hautes Parties Contractantes, sont communs.

2. Ils sont conclus par la Belgique au nom de l'Union, sous réserve de la faculté, pour le Luxembourg, de signer ces traités ou accords conjointement avec la Belgique. Aucun de ces traités et accords ne peut être conclu, modifié ou dénoncé sans que le Luxembourg n'ait été entendu.

Article 32

1. Dans les circonscriptions où le Luxembourg ne possède pas de représentation diplomatique ou consulaire, la défense des intérêts luxembourgeois dans le domaine économique et commercial est confiée aux représentations diplomatiques et consulaires belges; les membres de ces représentations prêtent leur concours au Luxembourg dans les mêmes domaines.

2. D'autres attributions consulaires seront assumées par les services consulaires belges, en vertu de la convention spéciale existant entre les Hautes Parties Contractantes.

Article 33

1. Le Comité de Ministres arrêtera les modalités d'application pour ce qui est de la conclusion des accords prévue à l'article 31. Ces modalités s'appliqueront également à tous autres traités et accords bilatéraux ou multilatéraux qui sont connexes à l'Union ou dont certaines clauses seulement concernent les objets définis à l'article 31 § 1^{er}. A défaut, les gouvernements des Hautes Parties Contractantes s'entendront selon les cas sur la procédure à suivre.

2. Les Hautes Parties Contractantes prennent les mesures nécessaires pour assurer l'application uniforme, sur le territoire des deux pays, de toutes dispositions de traités et accords visés par le présent article, relatives aux objets définis au § 1^{er}.

Article 34

1. Outre les réglementations européennes ayant trait aux licences d'importation, d'exportation et de transit, les autres réglementations s'appliquant aux licences sont communes aux deux pays de l'Union de même que les redevances d'administration éventuelles, tant pour ce qui concerne les dispositions légales et réglementaires que leurs modalités d'application.

2. Les mesures visées par le § 1^{er}, prises dans le cadre des dispositions générales des articles 41, 42 et 44, sont soumises à l'avis préalable de la Commission administrative.

Le Comité de Ministres fixe une procédure permettant de prendre dans l'intervalle de ses réunions et de celles de la Commission administrative, les mesures d'urgence qui pourraient s'imposer dans le domaine de la réglementation des importations, des exportations et du transit.

Artikel 29

1. Elk der Hoge Overeenkomstsluitende Partijen behoudt zich het recht voor de verkeersverboden uit te vaardigen die nodig zijn in het belang van de bescherming van de openbare zeden, de openbare orde, de openbare veiligheid, de volksgezondheid, het leven van personen en dieren of het behoud van gewassen, de bescherming van nationale schatten met een artistieke, historische of archeologische waarde of de bescherming van industrieel en handelseigendom. Nochtans mogen deze verboden of beperkingen geen middel vormen van partijdige discriminatie noch een verdedigde beperking van de handel.

2. De toelatingen en vergunningen voor vervoer van gevaarlijke stoffen, zoals ontplofbare stoffen, afgegeven door de bevoegde overheden van België zijn geldig voor Luxemburg en omgekeerd.

HOOFDSTUK 5. — Buitenlandse handel

Artikel 30

De Hoge Overeenkomstsluitende Partijen overleggen met elkaar voor wat betreft de bescherming van de belangen van de Unie in de betrekkingen met derde staten en in de schoot van de internationale organisaties van economische aard waarvan zij lid zijn. Hiertoe zullen zij zich zoveel mogelijk inspannen om tot een gemeenschappelijk standpunt te komen.

Artikel 31

1. De verdragen en akkoorden inzake de bescherming van economische belangen en in het bijzonder de akkoorden met betrekking tot de aanmoediging en wederzijdse bescherming van investeringen, de akkoorden voor de grondstoffen, evenals de maritieme akkoorden afgesloten tussen de Unie en derde landen en die niet onder de toepassing vallen van reeds door de Overeenkomstsluitende Partijen afgesloten internationale akkoorden, zijn gemeenschappelijk.

2. Zij worden door België in naam van de Unie afgesloten, onder voorbehoud van de mogelijkheid voor Luxemburg, deze verdragen of akkoorden gezamenlijk met België te ondertekenen. Geen enkel van deze verdragen of akkoorden kan worden afgesloten, gewijzigd of opgezegd zonder dat Luxemburg erover gehoord werd.

Artikel 32

1. In de rechtsgebieden waar Luxemburg geen diplomatieke of consulaire vertegenwoordiging heeft, is de behartiging van de Luxemburgse belangen op economisch en handelsgebied toevertrouwd aan de Belgische diplomatieke en consulaire vertegenwoordigingen; de leden van deze vertegenwoordigingen verlenen hun medewerking aan Luxemburg op dezelfde domeinen.

2. Andere consulaire taken zullen door de Belgische consulaire diensten worden verricht krachtens de bijzondere tussen de Hoge Overeenkomstsluitende Partijen afgesloten overeenkomst.

Artikel 33

1. Het Comité van Ministers zal de toepassingsvoorwaarden vastleggen voor wat betreft het afsluiten van de akkoorden voorzien in artikel 31. Deze voorwaarden zijn ook van toepassing op alle andere bilaterale en multilaterale verdragen en akkoorden die met de Unie verband houden of waarvan slechts bepaalde clausules betrekking hebben op de onderwerpen omschreven in § 1 van artikel 31. Bij gebreke hiervan zullen de regeringen van de Hoge Overeenkomstsluitende Partijen geval per geval de te volgen procedure afspreken.

2. De Hoge Overeenkomstsluitende Partijen nemen de nodige maatregelen om op het grondgebied van, beide landen een eenvormige toepassing te verzekeren van alle bepalingen van de in dit artikel bedoelde verdragen en akkoorden met betrekking tot de in § 1 omschreven onderwerpen.

Artikel 34

1. Naast de Europese reglementering van de in-, uit- en doorvoervergunningen, zijn alle andere reglementeringen die hierop betrekking hebben gemeenschappelijk voor beide landen van de Unie, ook wat betreft de eventuele administratieve heffingen hierop, voor zowel de wettelijke en reglementaire bepalingen als de uitvoeringsmodaliteiten ervan.

2. De in § 1 bedoelde maatregelen, genomen in het kader van de algemene bepalingen van de artikelen 41, 42 en 44, worden voorafgaandelijk aan het advies van de Administratieve Commissie onderworpen.

Het Comité van Ministers stelt een procedure vast die het mogelijk maakt dat, tussen zijn vergaderingen en die van de Administratieve Commissie, dringende maatregelen worden genomen, welke op het gebied van de in-, uit- en doorvoer noodzakelijk mochten blijken.

Article 35

1. La Commission administrative est investie de l'administration des régimes de licences institués pour l'Union.

Elle est seule investie du pouvoir de délivrer aux intéressés, aux mêmes conditions pour l'ensemble de l'Union, des licences d'importation, d'exportation et de transit. Elle perçoit les redevances prévues à l'article 34.

2. La Commission administrative peut, dans le cadre des principes fixés par le Comité de Ministres, déléguer ses attributions à des offices constitués par elle ou à des offices gouvernementaux. Elle peut, en outre, dans les mêmes conditions, déléguer certaines de ses attributions à des gouvernements tiers, ainsi qu'à des organismes ou personnes établis, soit sur le territoire, soit en dehors du territoire de l'Union.

CHAPITRE 6. — *Agriculture*

Article 36

Le Comité de Ministres a le pouvoir de prendre toutes les mesures générales ou particulières destinées à réaliser ou à maintenir dans le domaine des échanges agricoles entre les deux pays un régime commun qui assure la sauvegarde des intérêts vitaux agricoles des deux pays, sous réserve des dispositions prises dans le cadre de l'Union économique Benelux ou, selon le cas, de la Communauté européenne.

Article 37

Dans tous les domaines concernant la politique agricole les Hautes Parties Contractantes, à la demande de l'une des parties, se concertent et, dans la mesure du possible, coordonnent leurs positions à défendre dans les instances de la Communauté européenne et des organisations internationales, ainsi que les mesures à appliquer dans leurs pays respectifs.

Article 38

Les Hautes Parties Contractantes se prêtent mutuellement assistance en matière de politique agricole au sein des organes, commissions, comités ou groupes de travail organisés au niveau des instances de la Communauté européenne et des organisations internationales. En cas de besoin et pour autant que les dispositions applicables le permettent, l'une des parties peut se faire représenter par l'autre, y compris dans les réunions où un vote par pays peut être demandé.

Article 39

Dans tous les cas où les marchés agricoles bego-luxembourgeois ou la libre circulation des produits agricoles entre les deux pays risquent d'être perturbés, les Hautes Parties Contractantes se concertent d'urgence en vue de prendre les mesures visant à éviter cette perturbation dans le domaine agricole et agro-alimentaire.

Article 40

Dans la mesure du possible et en poursuivant l'objectif d'une plus grande efficacité dans l'application des dispositions de politique agricole, les Hautes Parties Contractantes coopèrent en vue de la mise en place de systèmes de gestion de la politique agricole qui favorisent la collaboration entre les deux pays.

CHAPITRE 7. — *Dispositions institutionnelles et générales*

Article 41

1. Le Comité de Ministres est composé de membres des gouvernements des Hautes Parties Contractantes.

2. Le Comité de Ministres a pour mission de prendre les décisions nécessaires pour le bon fonctionnement de l'Union, de concerter les mesures légales et réglementaires communes, prévues par la présente convention, et de délibérer sur les questions concernant les relations économiques externes.

3. Le Comité de Ministres statue par accord mutuel des ministres belges et luxembourgeois présents.

4. Le Comité de Ministres arrête son règlement d'ordre intérieur.

Article 42

1. La Commission administrative est composée de délégués des gouvernements des Hautes Parties Contractantes.

2. La Commission administrative a pour mission de suivre l'application de la présente Convention et d'assurer, à cet effet, une liaison régulière entre les gouvernements des Hautes Parties Contractantes.

Artikel 35

1. De Administratieve Commissie is belast met het beheer van het vergunningenstelsel ingericht door de Unie.

Zij alleen is ertoe gemachtigd aan de belanghebbenden, onder dezelfde voorwaarden voor de gehele Unie, in-, uit- en doorvoervergunningen af te leveren. Zij int de in artikel 34 bedoelde heffingen.

2. In het kader van de door het Comité van Ministers vastgestelde beginselen, kan de Administratieve Commissie haar bevoegdheden overdragen aan door haar opgerichte diensten of overheidsinstellingen. Onder dezelfde voorwaarden kan zij bepaalde van haar bevoegdheden overdragen aan derde regeringen, alsmede aan instellingen of personen die hetzij op het grondgebied, hetzij buiten het grondgebied van de Unie gevestigd zijn.

HOOFDSTUK 6. — *Landbouw*

Artikel 36

Het Comité van Ministers heeft de bevoegdheid om alle algemene of bijzondere maatregelen te nemen teneinde op het vlak van landbouwuitwisseling tussen de twee landen een gezamenlijk stelsel op te bouwen of te behouden die vitale landbouwbelangen van de twee landen beschermt, onder voorbehoud van de bepalingen die genomen werden in het kader van Economische Benelux Unie of, volgens het geval, van de Europese Gemeenschap.

Artikel 37

Op verzoek van één der partijen overleggen de Hoge Overeenkomstsluitende Partijen over alle domeinen van de landbouwpolitiek en in de mate van het mogelijke zullen zij hun te verdedigen standpunten binnen de instanties van de Europese Gemeenschap en de internationale organisaties coördineren, evenals de uit te voeren maatregelen binnen hun respectievelijke landen.

Artikel 38

De Hoge Overeenkomstsluitende Partijen verlenen elkaar wederzijds bijstand op het vlak van de landbouwpolitiek in de schoot van organen, commissies, comités of werkgroepen binnen de structuren van de Europese Gemeenschap en van de internationale organisaties. Indien nodig, en voor zover dat de toe te passen bepalingen het toelaten, kan één van de partijen zich laten vertegenwoordigen door de ander, met inbegrip van de vergaderingen waar één stem per land kan worden gevraagd.

Artikel 39

In alle gevallen waar de Belgisch-Luxemburgse landbouwmarkten of het vrije verkeer van landbouwproducten tussen de twee landen verstoord dreigen te raken, overleggen de Hoge Overeenkomstsluitende Partijen met spoed teneinde de maatregelen te nemen om deze storing op het vlak van de landbouw en het voedsel te vermijden.

Artikel 40

In de mate van het mogelijke en met het oog op een grotere doeltreffendheid in de toepassing van de bepalingen van het landbouwbeleid, werken de Hoge Overeenkomstsluitende Partijen samen in het oprichten van beheersystemen van het landbouwbeleid die de samenwerking tussen de twee landen bevorderen.

HOOFDSTUK 7. — *Institutionele en algemene bepalingen*

Artikel 41

1. Het Comité van Ministers is samengesteld uit leden van de regeringen van de Hoge Overeenkomstsluitende Partijen.

2. Het Comité van Ministers heeft tot taak de voor de goede werking van de Unie noodzakelijke besluiten te nemen, in gezamenlijk overleg de gemeenschappelijke wettelijke en reglementaire maatregelen te nemen waarin huidige overeenkomst voorziet en te beraadslagen over de vraagstukken betreffende de externe economische betrekkingen.

3. Het Comité van Ministers beslist bij wederzijdse overeenstemming van de aanwezige Belgische en Luxemburgse ministers.

4. Het Comité van Ministers stelt zijn reglement van orde vast.

Artikel 42

1. De Administratieve Commissie is samengesteld uit afgevaardigden van de regeringen van de Hoge Overeenkomstsluitende Partijen.

2. De Administratieve Commissie heeft tot taak de toepassing van deze Overeenkomst te volgen en ten dien einde een regelmatige gegevensuitwisseling tussen de regeringen van de Hoge Overeenkomstsluitende Partijen te verzekeren.

Elle établit des propositions qui sont soumises au Comité de Ministres. Elle peut être chargée par celui-ci de régler directement certaines questions ou certaines catégories de questions.

3. La Commission administrative statue par accord mutuel des deux délégations. En cas de désaccord, la question est soumise au Comité de Ministres.

4. Le règlement d'organisation et d'ordre intérieur de la Commission administrative est arrêté par le Comité de Ministres. Ce règlement peut prévoir l'exercice de certaines fonctions de la Commission par des formations restreintes de celle-ci.

Article 43

Le Comité de Ministres prend les dispositions nécessaires pour assurer le financement des frais de fonctionnement de l'Union et le contrôle des comptes.

Article 44

Dans tous les domaines pour lesquels une communauté de législation ou de réglementation est prévue par la présente Convention, les Hautes Parties Contractantes sont tenues de prendre les mesures nécessaires pour assurer la mise en vigueur et l'application uniforme de ces dispositions conformément à ce qui est convenu au sein du Comité de Ministres :

- soit par l'adoption de mesures légales ou réglementaires nationales de contenu identique;
- soit par l'introduction, dans l'un des pays, de dispositions en vigueur dans l'autre pays;
- soit par la publication dans les deux pays de dispositions communes, directement valables pour l'ensemble de l'Union.

Article 45

Les litiges relatifs à l'application ou à l'interprétation de la présente Convention sont réglés par la voie diplomatique.

CHAPITRE 8. – Dispositions finales

Article 46

Aucune disposition de la présente Convention ne saurait porter atteinte aux dispositions de l'Union européenne.

Article 47

La présente Convention est conclue pour une durée de cinquante ans à partir du 6 mars 1922.

Elle restera en vigueur ensuite pour des périodes successives de dix années sous réserve de la faculté, pour chacune des Hautes Parties Contractantes, de la dénoncer par une notification adressée à l'autre Partie Contractante au plus tard un an avant l'expiration de la période fixée par l'alinéa 1^{er} ou, selon le cas, de chacune des périodes décennales successives.

ACTE FINAL

Les plénipotentiaires du Royaume de Belgique, de la Région wallonne, de la Région flamande, de la Région de Bruxelles-Capitale et du grand-duché de Luxembourg, réunis à Bruxelles, le 18 décembre 2002, pour la signature du Protocole portant modification de la Convention coordonnée instituant l'Union économique belgo-luxembourgeoise, ont adopté les textes suivants :

une Déclaration solennelle, exprimant la volonté du Royaume de Belgique et du grand-duché de Luxembourg de renforcer leur coopération sur la base des liens de confiance qui se sont développés dans le passé,

le Protocole portant modification de la Convention coordonnée instituant l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la nouvelle Convention coordonnée instituant l'Union économique belgo-luxembourgeoise en résultant, et les protocoles suivants :

Protocole portant abrogation de la Convention établissant entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg une communauté spéciale de recettes en ce qui concerne les droits d'accises perçus sur les alcools, du 23 mai 1935,

Protocole portant abrogation du Protocole spécial entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg relatif à l'agriculture, du 29 janvier 1963,

Zij werkt voorstellen uit die aan het Comité van Ministers worden voorgelegd. Zij kan door deze laatste belast worden om rechtstreeks bepaalde vraagstukken of bepaalde categorieën van vraagstukken te behandelen.

3. De Administratieve Commissie beslist bij wederzijdse overeenstemming van beide afvaardigingen. Indien geen overeenstemming wordt bereikt, wordt de kwestie voorgelegd aan het Comité van Ministers.

4. Het reglement van organisatie en van orde van de Administratieve Commissie wordt door het Comité van Ministers vastgelegd. Dit reglement kan erin voorzien dat bepaalde taken van de Commissie door beperkte werkgroepen van deze laatste worden uitgevoerd.

Artikel 43

Het Comité van Ministers neemt de nodige voorzieningen om de financiering van de werkingskosten van de Unie en het nazicht van de rekeningen te verzekeren.

Artikel 44

Op alle gebieden waarvoor door deze Overeenkomst in een gemeenschappelijke wetgeving of reglementering wordt voorzien, dienen de Hoge Overeenkomstsluitende Partijen de maatregelen te treffen die noodzakelijk zijn voor het in werking stellen en de eenvormige toepassing van deze bepalingen, overeenkomstig met wat in het Comité van Ministers is overeengekomen :

- hetzij door de aanneming in ieder land van wettelijke of reglementaire bepalingen die dezelfde inhoud hebben;
- hetzij door in het ene land bepalingen in te voeren die in het andere land van kracht zijn;
- hetzij door in beide landen gemeenschappelijke bepalingen uit te vaardigen, die rechtstreeks voor de ganse Unie geldig zijn.

Artikel 45

De geschillen aangaande de toepassing of de interpretatie van deze Overeenkomst, worden via diplomatieke weg geregeld.

HOOFDSTUK 8. – Slotbepalingen

Artikel 46

Geen enkele bepaling van deze Overeenkomst kan de bepalingen van de Europese Unie beperken.

Artikel 47

Deze Overeenkomst wordt gesloten voor de duur van vijftig jaar te rekenen vanaf 6 maart 1922.

Na afloop van deze termijn, zal zij gedurende opeenvolgende tijdvakken van tien jaar van kracht blijven met het voorbehoud dat ieder van de Hoge Overeenkomstsluitende Partijen het recht heeft haar op te zeggen door middel van een kennisgeving gericht aan de andere Overeenkomstsluitende Partij ten laatste één jaar vóór het verstrijken van het in alinea 1 vastgesteld tijdvak, of, volgens het geval, van elk der opeenvolgende tijdvakken van tien jaar.

SLOTAKTE

De gevolmachtigden van het Koninkrijk België, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het Groothertogdom Luxemburg, bijeengekomen te Brussel, op 18 december 2002, voor de ondertekening van het Protocol tot wijziging van de Gecoördineerde Overeenkomst tot oprichting van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie, hebben de volgende teksten aangenomen :

een plechtige Verklaring, waarin het Koninkrijk België en het Groothertogdom Luxemburg de wens uitdrukken hun samenwerking te versterken op basis van de vertrouwensrelatie die zich in het verleden heeft ontwikkeld,

het Protocol tot wijziging van de Gecoördineerde Overeenkomst tot oprichting van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie,

en de volgende protocollen :

Protocol houdende intrekking van de Overeenkomst tussen België en het Groothertogdom Luxemburg tot instelling van een bijzondere gemeenschap van ontvangsten wat betreft de op alcohol geheven accijsrechten, van 23 mei 1935,

Protocol houdende intrekking van het Bijzonder Protocol tussen België en het Groothertogdom Luxemburg betreffende de landbouw, van 29 januari 1963,

Protocole portant abrogation du Protocole entre le Royaume de Belgique et le grand-duché de Luxembourg relatif à l'association monétaire et de son Protocole d'exécution, du 9 mars 1981.

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 2002, en double exemplaire, en langues française et néerlandaise, les deux textes faisant également foi.

Protocole portant abrogation de la Convention établissant entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg une communauté spéciale de recettes en ce qui concerne les droits d'accise perçus sur les alcools, du 23 mai 1935

Les Hautes Parties Contractantes au Protocole portant modification de la Convention coordonnée instituant l'Union économique belgo-luxembourgeoise,

Considérant que les dispositions encore applicables de la Convention établissant entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg une communauté spéciale de recettes en ce qui concerne les droits d'accise perçus sur les alcools, du 23 mai 1935, ont été insérées dans la Convention coordonnée,

Sont convenues de ce qui suit :

Article 1^{er}

La Convention établissant entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg une communauté spéciale de recettes en ce qui concerne les droits d'accise perçus sur les alcools, du 23 mai 1935, est abrogée.

Article 2

Le présent Protocole sera ratifié. Il entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suivra l'échange des instruments de ratification.

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 2002, en double exemplaire, en langues française et néerlandaise, les deux textes faisant également foi.

Protocole portant abrogation du Protocole spécial entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg relatif à l'agriculture, du 29 janvier 1963

Les Hautes Parties Contractantes au Protocole portant modification de la Convention coordonnée instituant l'Union économique belgo-luxembourgeoise,

Considérant que des dispositions nouvelles relatives à leur partenariat dans le cadre de la politique agricole ont été insérées dans la Convention coordonnée,

Sont convenues de ce qui suit :

Article 1^{er}

Le Protocole spécial entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg relatif à l'agriculture, du 29 janvier 1963, est abrogé.

Article 2

Le présent Protocole sera ratifié. Il entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suivra l'échange des instruments de ratification.

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 2002, en double exemplaire, en langues française et néerlandaise, les deux textes faisant également foi.

Protocole portant abrogation du Protocole entre le Royaume de Belgique et le grand-duché de Luxembourg relatif à l'association monétaire et de son Protocole d'exécution, du 9 mars 1981

Les Hautes Parties Contractantes au Protocole portant modification de la Convention coordonnée instituant l'Union économique belgo-luxembourgeoise,

Considérant que l'association monétaire entre le Royaume de Belgique et le grand-duché de Luxembourg a trouvé son aboutissement avec l'introduction de l'euro comme monnaie commune,

Sont convenues de ce qui suit :

Article 1^{er}

Le Protocole entre le Royaume de Belgique et le grand-duché de Luxembourg relatif à l'association monétaire et son Protocole d'exécution, du 9 mars 1981, sont abrogés.

Protocol houdende intrekking van het Protocol tussen het Koninkrijk België en het Groothertogdom Luxemburg met betrekking tot de monetaire associatie en het Protocol tot uitvoering, van 9 maart 1981.

Gedaan te Brussel, op 18 december 2002, in tweevoud, in de Nederlandse en Franse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek.

Protocol houdende intrekking van de Overeenkomst tussen België en het Groothertogdom Luxemburg tot instelling van een bijzondere gemeenschap van ontvangsten wat betreft de op alcohol geheven accijsrechten, van 23 mei 1935

De Hoge Verdragsluitende Partijen bij het Protocol tot wijziging van de Gecoördineerde Overeenkomst tot oprichting van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie,

Overwegende dat de nog van toepassing zijnde bepalingen van de Overeenkomst tussen België en het Groothertogdom Luxemburg tot instelling van een bijzondere gemeenschap van ontvangsten wat betreft de op alcohol geheven accijsrechten van 23 mei 1935, werden opgenomen in de Gecoördineerde Overeenkomst,

Zijn het volgende overeengekomen :

Artikel 1

De Overeenkomst tussen België en het Groothertogdom Luxemburg tot instelling van een bijzondere gemeenschap van ontvangsten wat betreft de op alcohol geheven accijsrechten van 23 mei 1935, is opgeheven.

Artikel 2

Dit Protocol dient te worden bekrachtigd. Het treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op het tijdstip waarop de akten van bekrachtiging worden uitgewisseld.

Gedaan te Brussel, op 18 december 2002, in tweevoud, in de Nederlandse en Franse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek.

Protocol houdende intrekking van het Bijzonder Protocol tussen België en het Groothertogdom Luxemburg betreffende de landbouw, van 29 januari 1963

De Hoge Verdragsluitende Partijen bij het Protocol tot wijziging van de Gecoördineerde Overeenkomst tot oprichting van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie,

Overwegende dat de nieuwe bepalingen aangaande hun partnerschap in het kader van het landbouwbeleid werden opgenomen in de Gecoördineerde Overeenkomst,

Zijn het volgende overeengekomen :

Artikel 1

Het Bijzonder Protocol tussen België en het Groothertogdom Luxemburg betreffende de landbouw van 29 januari 1963, is opgeheven.

Artikel 2

Dit Protocol dient te worden bekrachtigd. Het treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op het tijdstip waarop de akten van bekrachtiging worden uitgewisseld.

Gedaan te Brussel, op 18 december 2002, in tweevoud, in de Nederlandse en Franse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek.

Protocol houdende intrekking van het Protocol tussen het Koninkrijk België en het Groothertogdom Luxemburg met betrekking tot de monetaire associatie en het Protocol tot uitvoering, van 9 maart 1981

De Hoge Verdragsluitende Partijen bij het Protocol tot wijziging van de Gecoördineerde Overeenkomst tot oprichting van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie,

Overwegende dat de monetaire associatie tussen het Koninkrijk België en het Groothertogdom Luxemburg haar doelstelling heeft bereikt met de invoering van de euro als gemeenschappelijke munt,

Zijn het volgende overeengekomen :

Artikel 1

Het Protocol tussen het Koninkrijk België en het Groothertogdom Luxemburg met betrekking tot de monetaire associatie en het Protocol tot uitvoering van 9 maart 1981, zijn opgeheven.

Article 2

Le partage entre les deux Etats des sommes qu'encaisse l'Etat belge par suite de la démonétisation des billets belges libellés en francs et des charges que supporte l'Etat belge par suite du remboursement ultérieur aux porteurs de tels billets dont la contre-valeur lui a été versée, continuera à se faire suivant le rapport entre les populations respectives des deux Etats suivant des modalités et jusqu'à une date à convenir par les Ministres des deux Etats.

Article 3

Le présent Protocole sera ratifié. Il entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suivra l'échange des instruments de ratification.

FAIT à Bruxelles, le 18 décembre 2002, en double exemplaire, en langues française et néerlandaise, les deux textes faisant également foi.

UEBL. — DECLARATION SOLENNELLE

Se félicitant des relations d'amitié et de confiance que la Convention instituant l'Union économique belgo-luxembourgeoise a permis d'instaurer entre le Royaume de Belgique, la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale et le grand-duché de Luxembourg.

Se félicitant également de l'attachement dont leurs peuples ont fait preuve à l'égard de cette Union,

Reconnaissant les effets bénéfiques que l'Union économique a eus sur la prospérité de leurs économies et le bien-être de leurs peuples,

Constatant que les nombreux liens et la méthode de travail établis dans le cadre de la Convention ont permis de dépasser la coopération dans le seul domaine économique,

Constatant que leur coopération a joué un rôle pionnier dans le contexte de la construction européenne et que leurs actions conjointes ont pu avoir un impact sur la scène internationale,

Constatant que leur action commune a contribué à la paix et à la stabilité sur le continent européen,

Soulignant que la Convention a créé un cadre privilégié pour discuter des problèmes d'intérêt commun,

Résolu à poursuivre leur contribution active au développement d'un système international basé sur le droit et les valeurs démocratiques,

Reconnaissant qu'il convient d'adapter le fonctionnement et le champ d'application de la Convention à l'évolution de leurs structures institutionnelles,

Prenant note des accords de coopération que le grand-duché de Luxembourg a conclus avec les Régions du Royaume de Belgique,

Confirmant que l'application des dispositions de la présente Convention est sans préjudice de celle du Traité sur l'Union Européenne,

Déterminés à approfondir leur partenariat en l'ouvrant à de nouvelles voies de coopération.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent :

- de reconduire la Convention en l'adaptant aux nouveaux cadres institutionnels ainsi qu'aux ambitions ainsi énoncées;
- d'intensifier leurs relations dans tous les domaines d'intérêt mutuel;
- de renforcer leur coopération au sein des organisations internationales;
- d'accorder une importance prioritaire aux échanges de vues et à la coopération dans les affaires européennes;
- de poursuivre un dialogue politique à tous les niveaux au sujet de thèmes qui retiennent l'attention internationale;
- d'intensifier leurs relations dans les domaines de l'aide humanitaire et de la coopération au développement;
- de renforcer leur coopération dans le domaine de la défense et du maintien de la paix en vue d'une optimisation des actions conjointes.

Artikel 2

De sommen die de Belgische Staat incasseert ingevolge de demone-tisatie van de Belgische biljetten uitgedrukt in frank en de lasten die de Belgische Staat draagt ingevolge de latere terugbetaling aan de houders van dergelijke biljetten waarvan de tegenwaarde hem werd gestort, zullen verder tussen beide Staten verdeeld worden volgens de verhouding tussen hun respectieve bevolking en volgens modaliteiten en tot een datum overeen te komen tussen de Ministers van beide Staten.

Artikel 3

Dit Protocol dient te worden bekrachtigd. Het treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op het tijdstip waarop de akten van bekrachtiging worden uitgewisseld.

Gedaan te Brussel, op 18 december 2002, in tweevoud, in de Nederlandse en Franse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek.

BLEU. — Plechtige verklaring

Zich verheugend over de vriendschaps- en vertrouwensbanden die de Overeenkomst tot oprichting van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie heeft teweeggebracht tussen het Koninkrijk België, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het Groothertogdom Luxemburg,

Zich eveneens verheugend over de gehechtheid van hun volkeren ten overstaan van deze Unie,

De heilzame gevolgen van deze economische Unie erkennend op de welstand van hun economie en het welzijn van hun volkeren,

Vaststellend dat de veelvuldige banden en de werkmethode vastgelegd in het kader van de Overeenkomst, toegelaten hebben de samenwerking uit te breiden naar andere vlakken dan het zuiver economische,

Vaststellend dat hun samenwerking een pioniersrol gespeeld heeft in de context van de Europese opbouw en dat hun gezamenlijke acties een weerslag op de internationale scène hebben gehad,

Vaststellend dat hun gemeenschappelijke actie de vrede en de stabiliteit op het Europese continent verstevigd hebben,

Benadrukkend dat de Overeenkomst een bevoorrecht kader gecreëerd heeft om de problemen van gemeenschappelijk belang te bespreken,

Vastbesloten om hun actieve bijdrage tot de ontwikkeling van een internationaal systeem, gebaseerd op het recht en de democratische waarden, voort te zetten,

Erkennend dat de werking en het toepassingsgebied van de Overeenkomst dienen aangepast te worden aan de evolutie van de institutionele structuren,

Kennis nemende van de samenwerkingsakkoorden die het Groothertogdom Luxemburg afgesloten heeft met de Gewesten in het Koninkrijk België,

Bevestigend dat de toepassing van de bepalingen van de huidige Overeenkomst geen schade toebrengt aan het Verdrag over de Europese Unie,

Vastbesloten om hun samenwerking te verstevigen door nieuwe gebieden van samenwerking te ontwikkelen.

De Hoge Overeenkomstsluitende Partijen komen overeen :

- de Overeenkomst te hernieuwen door haar aan te passen aan de nieuwe institutionele kaders zowel als aan de voornoemde ambities;
- hun contacten uit te breiden tot alle domeinen van wederzijds belang;
- hun samenwerking te verstevigen in de schoot van internationale organisaties;
- bij voorrang belang te hechten aan de uitwisseling van meningen en aan de samenwerking in Europese zaken;
- een politieke dialoog verder te zetten op alle niveaus voor wat betreft de thema's die de internationale aandacht weerhouden;
- hun contacten uit te breiden op het vlak van humanitaire hulp en van ontwikkelingssamenwerking;
- hun samenwerking te verstevigen op het vlak van landsverdediging en van behoud van vrede met het oog op een optimalisatie van de gemeenschappelijke acties.